

GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES ALR (GT)

GT1 : FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS LOCAUX Atelier #1 2022

12 mai 2022 - 13h-16h CEST¹
Interprétation : ANGLAIS, FRANÇAIS, ESPAGNOL²

CONTEXTE

Il s'agit du **premier des deux ateliers** prévus en 2022 pour le **groupe de travail sur le financement des services publics locaux du Réseau mondial ALR de l'ISP**. Les ateliers suivants se pencheront sur trois leviers de financement public du secteur ALR et sur la manière dont ils peuvent être utilisés par les syndicats ALR : **(1) les banques publiques municipales et régionales ; (2) les marchés publics à valeur sociale ; (3) la création de richesse communautaire (CRM)**. Le deuxième atelier aura lieu le **28 septembre 2022 – Pensez à réserver cette date**.

Cette activité est réalisée dans le cadre du Plan d'action du réseau ALR de l'ISP 2022-2027.³ Veuillez consulter le [calendrier sectoriel ALR - Activités et événements 2022](#) pour obtenir une liste complète des activités et si vous envisagez d'engager l'expertise de votre syndicat dans les sujets prioritaires identifiés dans le programme et le Plan d'action, écrivez à : Secteur ALR et Services municipaux de l'ISP lrg-municipal@world-psi.org.

PROJET D'ORDRE DU JOUR 13h00-14h00 (60')

§1. Banques publiques locales : comment les syndicats peuvent-ils les faire fonctionner dans l'intérêt public ?



Les banques publiques (BP) sont des institutions financières détenues ou contrôlées par l'État qui doivent viser à atteindre des objectifs de politique publique pour soutenir le développement économique d'un pays ou d'une région. Elles existent à tous les niveaux de gouvernement et ont joué - et continuent de jouer - un rôle clé dans le soutien aux investissements en infrastructures et au développement socio-économique dans pratiquement tous les pays du monde, y compris le Brésil, le Costa Rica, l'Inde, l'Allemagne, la Turquie et les États-Unis, entre autres. À cela s'ajoutent les institutions financières privées qui ont été sauvées avec des actifs publics à la suite des crises financières (par exemple, Royal National Bank, ABN Amro, Belfius/Dexia, etc.). Une estimation pour 2020 dénombre 910 banques publiques dans le monde, dont les actifs combinés s'élèvent à 48,71 milliards de

dollars US. Les BP peuvent également être utilisées pour nuire aux objectifs communs, aux intérêts des travailleuses et au développement communautaire. C'est pourquoi la démocratisation des BP doit être une préoccupation majeure des syndicats dans le monde.

Intervention d'ouverture :

- **Thomas Marois**, Lecteur en Sciences du développement, SOAS/Université de Londres.

Suivie de :

- Échange et consultation avec les membres du GT1 suivis d'une discussion en plénière

¹ L'heure sera confirmée avant l'événement pour tenir compte du fuseau horaire des membres du groupe de travail inscrits.

² Les langues seront confirmées sur la base des inscriptions reçues au moins une semaine avant l'événement. L'ISP peut envisager l'interprétation dans d'autres langues en fonction des inscriptions et des contraintes budgétaires.

³ Le Plan d'action pour le réseau ALR de l'ISP 2022-2027 est disponible en [EN](#) | [FR](#) | [ES](#) | [DE](#) | [JP](#) | [SV](#) | [AR](#) et son résumé d'une page est disponible en [EN](#) | [FR](#) | [ES](#) | [DE](#) | [JP](#) | [SV](#) | [AR](#). Il découle de la série de consultations mondiales [LRGNext2021](#) de l'ISP.

- Conclusions et actions du GT1

14h00-15h00 (60')

§2. Marchés publics socialement responsables : quelles opportunités pour les syndicats ALR ?

En 2018, les marchés publics ont représenté 11 milliers de milliards de dollars US sur un PIB mondial de près de 90 milliers de milliards de dollars US, soit 12 % du PIB mondial. Les gouvernements locaux et régionaux (GLR) sont des agents majeurs des marchés publics, représentant en moyenne près de 50 % des marchés publics des pays de l'OCDE. Ce chiffre monte à 62% dans les pays fédéraux. Les chaînes de marchés publics des collectivités territoriales pour les biens dont les institutions publiques ont besoin pour fonctionner (par exemple, les ordinateurs, les téléphones, les produits médicaux, les textiles et certains produits alimentaires) s'étendent à l'échelle mondiale sur plusieurs continents et peuvent constituer un levier puissant et transformateur pour promouvoir le respect des droits humains et sociaux et la protection de l'environnement. Les marchés publics dans le secteur ALR peuvent également être utilisés de manière stratégique pour alimenter les économies d'arrière-plan, raccourcir les chaînes d'approvisionnement, bénéficier aux communautés locales et générer des opportunités d'emplois décents dans les villes et les territoires, y compris ruraux. Même en période de crise, d'austérité ou de faillite, les grandes institutions locales telles que les écoles et les hôpitaux ont besoin de se procurer des biens et des services vitaux liés à la prestation de services publics locaux. Les cahiers des charges des marchés publics sont des outils puissants pour garantir que l'argent public est utilisé de manière à promouvoir, permettre et renforcer les objectifs sociaux et environnementaux, y compris la liberté d'association et la négociation collective.

Intervention d'ouverture :

- **Adrian Kane**, Responsable de la Division Administration Publique et Services communautaires, SIPTU, Irlande

Suivie de :

- Échange et consultation avec les membres du GT1 suivis d'une discussion en plénière
- Conclusions et actions du GT1

15h00-15h15 (15') - Pause

15h15-16h00 (45')

§3. La création de richesse communautaire : un outil stratégique pour renforcer les territoires et les budgets municipaux



Les services publics sont intrinsèquement liés à la santé des économies locales. En tant que tels, les décideurs politiques, les syndicats de la fonction publique et la société civile ont la possibilité d'envisager et de promouvoir une approche plus holistique et créative du rôle que les services publics peuvent jouer dans le développement économique local inclusif et les communautés. Plus précisément, alors que les services publics locaux du monde entier jouent déjà un rôle majeur dans la promotion d'un développement économique local inclusif et durable, ils peuvent être plus intentionnellement liés à un paradigme émergent et progressiste du développement économique appelé Création de richesse communautaire (CRC), qui a le potentiel de renforcer les systèmes fiscaux municipaux, le financement des services publics locaux, tout en permettant la création d'emplois

décents.

Intervention d'ouverture :

- **Thomas H. Hanna**, Directeur de recherche, The Democracy Collaborative

Suivant :

- Échange et consultation avec les membres du GT1 suivis d'une discussion en plénière
- Conclusions et actions du WG1

QUESTIONS D'ORIENTATION ET RESSOURCES ADDITIONNELLES

§1 - Banques publiques (BP)

- Que sont les BP municipales et régionales ? Comment peuvent-elles être recensées et/ou établies ?
- Comment peuvent-elles être utilisées stratégiquement pour renforcer les systèmes de financement infranationaux, investir dans les infrastructures publiques, favoriser un accès équitable aux services publics locaux, financer des politiques sociales/environnementales/progressistes ? Comment peuvent-elles contribuer à financer les services et les emplois du secteur ALR ?
- Pourquoi sont-elles pertinentes pour les travailleurs.euses des services publics locaux et leurs syndicats ? Comment peuvent-elles être utilisées pour améliorer les conditions des travailleurs.euses, engager les autorités locales et les employeurs ?
- LRGNext2021 Note de synthèse #3 - [Financement public pour des services publics locaux de qualité](#) (2021)
- TNI, [Les finances publiques pour l'avenir que nous voulons](#), résumé (2019).
- TNI, [Comment les banques publiques peuvent aider à financer une transformation énergétique verte et juste](#) (2017).

§2 - Marchés publics socialement responsables (MPSR) dans les services ALR

- Comment les syndicats peuvent-ils influencer les spécificités des marchés publics pour qu'ils œuvrent en faveur des droits humains et sociaux, de la justice sociale et environnementale et de la durabilité ?
- Quelles sont les bonnes pratiques dont nous, syndicats ALR, disposons et qui peuvent être reproduites et étendues ailleurs ?
- Quelles sont les opportunités et les obstacles dans ce processus ?
- Comment pouvons-nous recruter et organiser les responsables des marchés publics du secteur ALR autour de cette question stratégique ?

§3 - Création de richesse communautaire (CRC)

- Qu'est-ce que la CRC ? Comment fonctionne-t-elle et quels sont les outils qu'elle englobe ?
- En quoi est-ce pertinent pour les autorités et les services publics locaux ? En quoi est-ce pertinent pour les travailleurs.euses des services publics locaux et leurs syndicats ?
- Comment peut-elle être utilisée pour organiser les travailleurs.euses, engager les autorités gouvernementales locales et les employeurs ? Comment peut-elle aider à construire des alliances communautaires progressistes et inclusives ?
- Pourquoi et comment renforce-t-elle les communautés, aide-t-elle à créer des emplois de qualité, oriente-t-elle les marchés publics en faveur des personnes et de la planète, renforce-t-elle les systèmes fiscaux municipaux ?

Pour plus d'informations :

- Veuillez contacter Daria Cibrario, Responsable du secteur ALR de l'ISP daria.cibrario@world-psi.org ou écrire au secteur ALR et services municipaux de l'ISP à l'adresse suivante : lrg-municipal@world-psi.org .